MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

LETTRE ÉCONOMIQUE
Égypte

Une publication du Service économique du Caire
Numéro 173 octobre 2026

Le chiffre du mois

LE CHIFFRE A RETENIR

+100 bp

Hausse des taux directeurs décidée par la Banque centrale d'Égypte le 29 octobre

Sommaire

ACTUALITÉS ..... - 4 -

Relations économiques bilatérales ..... - 4 -

Brèves économiques ..... - 6 -

Zoom : Amélioration relative de la balance des paiements égyptienne sur l'exercice 2025/26 ..... - 9 -

NOTES D'ANALYSE ..... - 11 -

Relations économiques et commerciales entre l'Égypte et l'Allemagne ..... - 11 -

Le tourisme en Égypte : une forte croissance à l'épreuve de certains défis ..... - 15 -

INDICATEURS ..... - 19 -

« Gouverner, c'est prévoir »

Emile de Girardin

Alors que la mission de dernière revue du programme FMI est arrivée au Caire, les autorités égyptiennes commencent à dévoiler la manière dont elles entendent aborder « l'après ». La première édition du « Forum Egypt » réuni la semaine dernière à l'initiative du président Abdel Fattah al-Sissi a ainsi constitué le cadre de l'annonce d'un « programme national de transformation économique » couvrant la période 2027-2030 et prenant ainsi immédiatement le relai du programme du FMI s'achevant le 15 décembre prochain. En cours d'élaboration, cette initiative devrait faire l'objet d'un débat public organisé pendant deux mois et sa mise en œuvre rythmée par des revues régulières d'indicateurs associant la présidence égyptienne.

Les principaux objectifs macroéconomiques que les autorités se sont fixées à cet horizon ont été divulguées : une croissance de 6,8%, une inflation inférieure (5%) ou équivalente à la bande de fluctuation de la Banque centrale de 7%, un chômage sous les 6%, une dette publique inférieure à 70% du PIB. Pour les atteindre, l'accent serait particulièrement mis sur cinq secteurs stratégiques : agriculture, industrie, technologies de l'information et de la communication, tourisme et énergie. Aussi, le gouvernement a confirmé l'objectif d'atteindre 50% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique d'ici 2030, avec une cible intermédiaire de 30 GW installés d'ici fin 2028. Dans le secteur automobile, priorité de la politique industrielle des autorités, l'objectif est de porter la production automobile à plus de 100 000 véhicules par an, et de faire passer la part des composants fabriqués localement à 60 % d'ici deux à trois ans. Un programme triennal de modernisation des routes, dont le coût est estimé à 42 Mds EGP (750 M USD) viendrait compléter ces initiatives.

Les annonces ayant émaillé ce forum revêtaient par ailleurs une forte dimension sociale : fourniture d'ici quatre ans d'un million de logements dont 200 000 logements locatifs pour un budget estimé à 1 000 Mds EGP (18 Mds USD), raccordement de 3,2 millions de logements au réseau de gaz naturel d'ici juin 2030, hausse du salaire mensuel minimum des enseignants à 15 000 EGP d'ici deux ans et augmentation du salaire minimum de quelque 4,5 millions de fonctionnaires de 8 000 EGP à 15 000 EGP d'ici juin 2030, augmentation des primes moyennes versées aux professionnels de santé d'au moins 50 %. A plus courte échéance, serait instituée la hausse de la retraite minimale à 2 080 EGP (+18,5%) dès janvier 2027, l'inauguration de certains nouveaux hôpitaux universitaires publics et privés à partir de 2027 et de la mise en place d'une enveloppe annuelle de 5 milliards EGP pour étendre et renforcer les réseaux d'eau potable et d'assainissement. Les seules annonces majeures à effet immédiat portent sur la mise en œuvre de la deuxième phase de l'initiative présidentielle « Haya Karima », qui sera suivie d'une troisième phase à partir de janvier 2028, et le doublement du volume de données inclus dans l'offre internet mensuelle de base sans changement de tarif à partir du 1er novembre.

Par ces annonces, les autorités égyptiennes souhaitent envoyer un signal rassurant en direction des investisseurs quant à leur détermination à entretenir le Momentum favorable créé par la résilience éprouvée de l'économie égyptienne et l'adoption de mesures difficiles au plus fort des récentes crises. A cet égard, il serait très utile que les sujets au cœur de la prochaine revue du FMI en matière de réformes structurelles et de désengagement économique de l'État viennent nourrir les consultations publiques lancées par les autorités au cours des deux prochains mois.

Pascal FURTH, Chef du Service économique
Nicolas BIC, Conseiller financier

ACTUALITÉS

Relations économiques bilatérales

Évènements marquants du mois :

1er octobre : Marilyne Olszak, chargée d'affaires à l'Ambassade de France en Égypte, a ouvert la seconde édition du OneHealth Integrated health Summit, une initiative portée par OneHealth by AXA réunissant des acteurs égyptiens, français et internationaux autour d'une approche intégrée de la santé. L'occasion de rappeler que la santé constitue l'un des piliers majeurs du partenariat stratégique franco-égyptien signé par les deux chefs d'État en avril 2025 et que la France est particulièrement fière d'avoir contribué à la mise en œuvre progressive de la réforme de l'assurance maladie universelle depuis son lancement grâce à la contribution clé de l'Agence Française de Développement (AFD).



5 octobre : Le Ministère égyptien de l'Éducation et de l'Enseignement Technique (MoETE), la RATP Cairo et l'AFD ont signé en présence de Marilyne Olszak, chargée d'affaires à l'ambassade de France en Égypte, un protocole d'accord pour l'ouverture d'une école de technologie appliquée spécialisée en mécatronique à Badr City, un projet qui bénéficie du soutien de l'Union européenne. Cette nouvelle école contribuera à former près de 200 jeunes aux métiers techniques du secteur ferroviaire et à renforcer leur employabilité. Les élèves recevront une formation pratique en atelier, en plus de cours académiques sur les matières fondamentales. Une initiative concrète qui illustre l'engagement de la France, de l'Union européenne et de leurs partenaires en faveur du développement des compétences et de l'emploi des jeunes Égyptiennes et Égyptiens.



18 octobre : L'Ambassadeur de France en Égypte, Éric Chevallier, et le ministre égyptien du Tourisme et des Antiquités, S.E. Sherif Fathy, ont échangé sur la coopération entre la France et l'Égypte dans les domaines du tourisme, du patrimoine et de l'archéologie, en présence de Pierre Tallet, directeur de l'Institut français d'archéologie orientale. L'occasion de revenir sur la visite du ministre égyptien en France et sur les suites à donner aux contacts établis à cette occasion, afin de renforcer l'attractivité de l'offre touristique égyptienne. A également été abordée la volonté partagée d'approfondir une coopération franco-égyptienne de grande qualité en matière de patrimoine et d'archéologie, notamment à travers les échanges en cours autour d'une feuille de route bilatérale. La dynamique de la coopération en matière de formation professionnelle a été soulignée, avec plusieurs projets franco-égyptiens, notamment dans le secteur hôtelier.



27 octobre : Marilyne Olszak, ministre conseillère de l'ambassade de France, a participé à l'ouverture du 31ème séminaire franco-égyptien des céréales, organisé par Intercéréales, aux côtés de M. Hossam El-Garrahy, Président de l'Agence égyptienne pour le développement du commerce intérieur (ITDA), et de M. Philippe Heusele, président du comité des relations internationales d'Intercéréales. L'évènement a rassemblé de nombreux représentants égyptiens du secteur des céréales, dont les importateurs, les meuniers et les autorités sanitaires. Ce séminaire a permis de mettre en avant, sur la base des travaux menés par Arvalis, la qualité de la récolte française de blé durant la campagne 2026 et de confirmer la vocation exportatrice de la filière céréalière française. Les échanges ont également porté sur les principales évolutions du marché mondial des céréales. Ce séminaire, qui constitue un évènement important du calendrier économique bilatéral franco-égyptien, concerne une filière particulièrement stratégique et illustre l'engagement de la France en faveur de la sécurité alimentaire de l'Égypte, qui constitue une priorité du partenariat stratégique.



Brèves économiques

1- Moody's relève la note souveraine de l'Égypte de « Caa1 » à « B3 », avec une perspective positive

Mi-octobre, l'agence de notation Moody's Ratings a relevé la note souveraine de l'Égypte de « Caa1 » à « B3 », en maintenant une perspective positive. L'agence salue la consolidation budgétaire et les réformes structurelles engagées, qui placent la dette et la charge d'intérêts sur une trajectoire baissière. Selon l'agence, l'excédent primaire a atteint 4,9% du PIB en 2025/26 et la dette publique a reculé à 81,8% du PIB en juin 2026, contre 95,2% trois ans plus tôt. Elle souligne que le régime de change flexible et le durcissement de la politique monétaire ont renforcé les réserves de change et la résilience face aux chocs externes. Moody's projette une dette publique égyptienne sous la barre des 70% du PIB d'ici 2030 et des intérêts absorbant environ 50% des recettes d'ici la fin de la décennie. La perspective positive reflète ainsi la possibilité d'un désendettement plus rapide qu'anticipé, si la discipline budgétaire et les réformes se poursuivent après la fin du programme du FMI en décembre 2026. Malgré ce relèvement, l'Égypte reste à six échelons de la catégorie « *investment grade* » (Baa3), que seuls le Maroc, le Botswana et Maurice détiennent en Afrique. Cette décision intervient après le maintien de la note « B » par Fitch et « B/B » par S&P début octobre.

2- Le FMI relève ses prévisions de croissance à 4,7% pour l'exercice 2026/27

Le FMI a relevé ses prévisions de croissance pour l'Égypte à 4,7% pour l'exercice budgétaire en cours, soit une hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à sa précédente estimation de 4,4%. Malgré cette révision à la hausse, cette prévision reste inférieure à l'objectif officiel de croissance du gouvernement égyptien de 5,4%, défini dans le plan de développement économique et social du ministère de la Planification et du Développement économique. Le gouvernement vise à stimuler la croissance en augmentant les investissements du secteur privé avec un objectif d'investissement total de 3 700 Md EGP (70,1 Md USD). Les prévisions du FMI soulignent les défis auxquels l'Égypte est confrontée alors que le pays cherche à accélérer son expansion économique, à accroître les investissements privés, à contenir l'inflation et à gérer les pressions liées au financement extérieur.

3- Le projet de centrale solaire de Nefer Minya mobilise 565 M USD de financements internationaux

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a annoncé, le 20 octobre, une enveloppe de financement de 565 M USD destinée au développement de la centrale solaire de Nefer Minya, dans le gouvernorat de Minya. La contribution de la BERD s'élève à 265 MUSD, en complément des financements apportés par Proparco, la banque allemande DEG et la néerlandaise FMO. D'une capacité installée de 1,2 GWc, le projet prévoit également un système de stockage par batteries (BESS) de 600 MWh. À terme, cette infrastructure pourrait devenir la plus grande centrale solaire d'Afrique. Le projet est porté

par Infinity Power (51 %), coentreprise entre Infinity et le groupe émirati Masdar, et HAU Energy (49 %), plateforme réunissant Hassan Allam Utilities, Meridiam et la BERD. L'intégration d'une capacité de stockage par batteries doit contribuer à améliorer la stabilité du réseau électrique en facilitant l'intégration de la production solaire. Ce projet illustre la montée en puissance des investissements privés et des financements internationaux dans le secteur des énergies renouvelables en Égypte, dans un contexte où les autorités visent une part de 42 % des énergies renouvelables dans le mix électrique à l'horizon 2028.

4- Signature des principaux contrats de construction et de forage pour le projet d'exploitation du champ gazier Cronos par Eni et TotalEnergies

Le 26 octobre, Eni a procédé à la signature des principaux contrats de construction et de forage dans le cadre du développement du champ gazier de Cronos, au large de Chypres, mené conjointement avec TotalEnergies, en présence du Président chypriote Nikos Christodoulides. Pour rappel, les deux groupes avaient annoncé en juillet dernier la décision finale d'investissement (FID) du projet, qui prévoit l'acheminement du gaz vers les installations égyptiennes de liquéfaction de Damiette via le gazoduc reliant le champ pétrolier offshore de Zohr, en vue de sa réexportation sous forme de GNL. Le projet vise une capacité de production de 2,8 Mt/an de GNL et une mise en service à partir de 2028. Ce projet revêt un intérêt stratégique pour l'Égypte, en permettant de valoriser des infrastructures de liquéfaction actuellement sous-utilisées et de conforter la position du pays comme hub gazier régional, conformément à l'ambition des autorités. Dans cette perspective, le ministre égyptien du Pétrole et des Ressources minérales, S.E. Karim Badawi, avait également rencontré la semaine précédente Julian Bouget, vice-président de TotalEnergies chargé de l'exploration et de la production pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, afin d'échanger sur l'avancement du projet et, plus largement, sur les opportunités en matière d'exploration.

5- Maintien du statut *Gold Tier* de l'Égypte dans le cadre de la lutte pour l'élimination de l'hépatite C

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a officiellement validé le maintien de l'Égypte au niveau « Or » dans le cadre de la lutte pour l'élimination de l'hépatite C. L'Égypte est le premier pays à obtenir cette reconnaissance. En 2023, à la suite d'une baisse remarquable de la prévalence de l'hépatite C, passée d'environ 10% à moins de 0,38% en un peu plus d'une décennie, l'Égypte est devenue le premier pays au monde à obtenir le statut « Gold Tier » de l'OMS sur la voie de l'élimination, conformément aux critères de validation fixés par l'Organisation. Cette réussite égyptienne s'appuie sur la campagne « 100 millions de seha » (vies saines), qui a permis de dépister plus de 60 M de personnes et de traiter plus de 4,5 M de personnes atteintes d'hépatite C. Cette campagne illustre l'engagement du gouvernement à pérenniser les services de prévention et de dépistage à travers le pays, et d'une approche pangouvernementale visant à mener un dépistage à l'échelle nationale et à fournir des traitements accessibles, grâce à l'utilisation d'antiviraux à action directe produits localement. Au cours de la phase de consolidation, avec l'appui de l'OMS, l'Égypte

est passée d'un dépistage à grande échelle, mené sous forme de campagnes, à une approche durable intégrée au système de santé, renforçant ainsi la détection systématique des cas, le diagnostic, le traitement, la surveillance et la prévention.

Zoom : Amélioration relative de la balance des paiements égyptienne sur l'exercice 2025/26

L'Égypte, importateur net de biens, enregistre un déficit structurel de sa balance des transactions courantes dont le financement demeure fragile. Le déficit structurel du compte courant (-3,8 % du PIB en moyenne sur la dernière décennie) résulte principalement du solde négatif des échanges de biens, lequel représente en moyenne -11,9 % du PIB sur la dernière décennie. Cela s'explique en particulier par la dépendance du pays à certaines importations (hydrocarbures, céréales, machines). Le déficit des échanges commerciaux n'est qu'en partie compensé par l'excédent structurel du solde des échanges de services (équivalent à 3,1 % du PIB par an en moyenne sur la dernière décennie), dominés par les revenus des activités touristiques. Les revenus tirés du canal de Suez enregistraient quant à eux un niveau soutenu d'environ 7 Mds USD par an sur les quatre années précédant le déclenchement de la crise en mer Rouge en 2023. Le déficit du solde des revenus primaires constitue également une composante structurellement importante du déficit du compte courant en raison du niveau élevé des paiements de revenus d'investissement (en moyenne -4,8 % du PIB sur les trois derniers exercices budgétaires) dont le paiement des intérêts de la dette qui enregistre une hausse quasi continue depuis 2020. Dans le même temps, le financement du déficit du compte courant demeure exposé à la volatilité des flux de portefeuille et des investissements directs nets encore limités (2,1 % du PIB en moyenne sur 2013-2023), avec toutefois un pic inédit en 2023/2024 (environ 46 Mds USD de flux entrants dans le contexte de l'accord portant sur le projet Ras El Hekma). Dès lors, l'excédent inédit de la balance des paiements en 2023/24 (9,7 Mds USD) fait figure d'exception, la balance des paiements enregistrant depuis 2020 une alternance de déficits élevés (jusqu'à –10,5 Mds USD en 2021/22, un niveau record) et d'excédents limités.

Selon les données de la Banque centrale d'Égypte, durant l'exercice 2025/26, l'excédent de la balance des paiements enregistre un excédent inédit depuis 2018/19 (exception faite de la performance exceptionnelle de 2024), à 2,8 Mds USD. Cette performance, qui fait suite à un déficit de 2,1 Mds USD en 2024/25, repose en grande partie sur l'évolution positive du compte financier dont l'excédent a atteint 23,5 Mds USD (+126 % en g.a). En particulier, les flux entrants nets d'IDE se sont élevés à 18 Mds USD (+47 % en g.a), soit un niveau annuel inédit si l'on met de côté la performance exceptionnelle de 2024, concentrés presque exclusivement dans les secteurs non pétroliers. Les investissements greenfield et les augmentations de capital de sociétés existantes constituent les principales sources de ces IDE (8,8 Mds USD), tirés notamment par l'afflux de 3,5 Mds USD dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord Alam Al-Roum (Qatar). Par ailleurs, les investissements nets de portefeuille ont enregistré une hausse de 162 % en g.a, à 4,2 Mds USD, malgré les sorties de capitaux enregistrés après le déclenchement des affrontements avec l'Iran. Cela étant, l'exercice 2025/26 a été marqué par un niveau important de désengagement des titres de dette (solde négatif de -935 M USD sur l'année). Toutefois, ces améliorations s'accompagnent d'une **dégradation significative du compte courant en 2025/26, dont le**

déficit s'est creusé de 45,6 % en g.a, à 22,5 Mds USD (soit à 5,3 % du PIB), un niveau inédit. Ce creusement résulte, d'une part, de la hausse du déficit commercial de biens qui atteint un niveau record (64,8 Mds USD, soit 14,7 % du PIB). Ce déficit s'explique principalement par la hausse des importations (+20 % en g.a) et en particulier de celles d'hydrocarbures qui ont augmenté de 27,6 % en g.a, pour atteindre le niveau record de 24,9 Mds USD en raison de la hausse des importations de gaz naturel (+4,7 Mds USD) et de pétrole brut (+1,9 Md USD). Le déficit énergétique atteint ainsi 18,3 Mds USD. Dans le même temps, le déficit commercial hors pétrole s'élève à 46,6 Mds USD malgré la légère hausse des exportations (+9,2%). D'autre part, il résulte, de la hausse du déficit des revenus d'investissement, à 21,2 Mds USD (+33,8%) causée par l'augmentation des revenus versés aux investisseurs étrangers, en particulier sur le paiement des intérêts de la dette (8,1 Mds USD, un niveau record). **Plusieurs postes de recettes ont toutefois limité la dégradation du compte courant.** Les transferts de la diaspora s'élèvent à 47,3 Mds USD (+29,6% en g.a), un niveau inégalé, et, malgré les tensions régionales, les recettes du tourisme atteignent 18,4 Mds USD (+10,3% en g.a). Enfin, les revenus tirés du canal de Suez s'élèvent à 4,4 Mds USD (+21,6% en g.a) illustrant la reprise progressive du trafic.

Ces évolutions montrent que le financement extérieur demeure dépendant de flux volatils et d'opérations de financement exceptionnelles : en effet sans la tranche d'Alam El Roum enregistrée au deuxième trimestre de l'exercice budgétaire 2025/26, la balance des paiements aurait enregistré un déficit d'environ 700 Md USD.

L'évolution des équilibres de la balance des paiements dépendra principalement de l'impact des tensions régionales sur les prix de l'énergie ainsi que sur la capacité du pays à renforcer ses exportations et à attirer des flux d'investissements étrangers réguliers. Dans ses dernières prévisions (7ème revue du programme), le FMI prévoit un recul du déficit du compte courant à -20,6 Mds USD en 2026/27, soit -4,3 % du PIB, et une poursuite de la contraction du déficit à moyen terme jusqu'à -2,8 % en 2030/31.

Service économique du Caire

NOTES D'ANALYSE

Relations économiques et commerciales entre l'Égypte et l'Allemagne

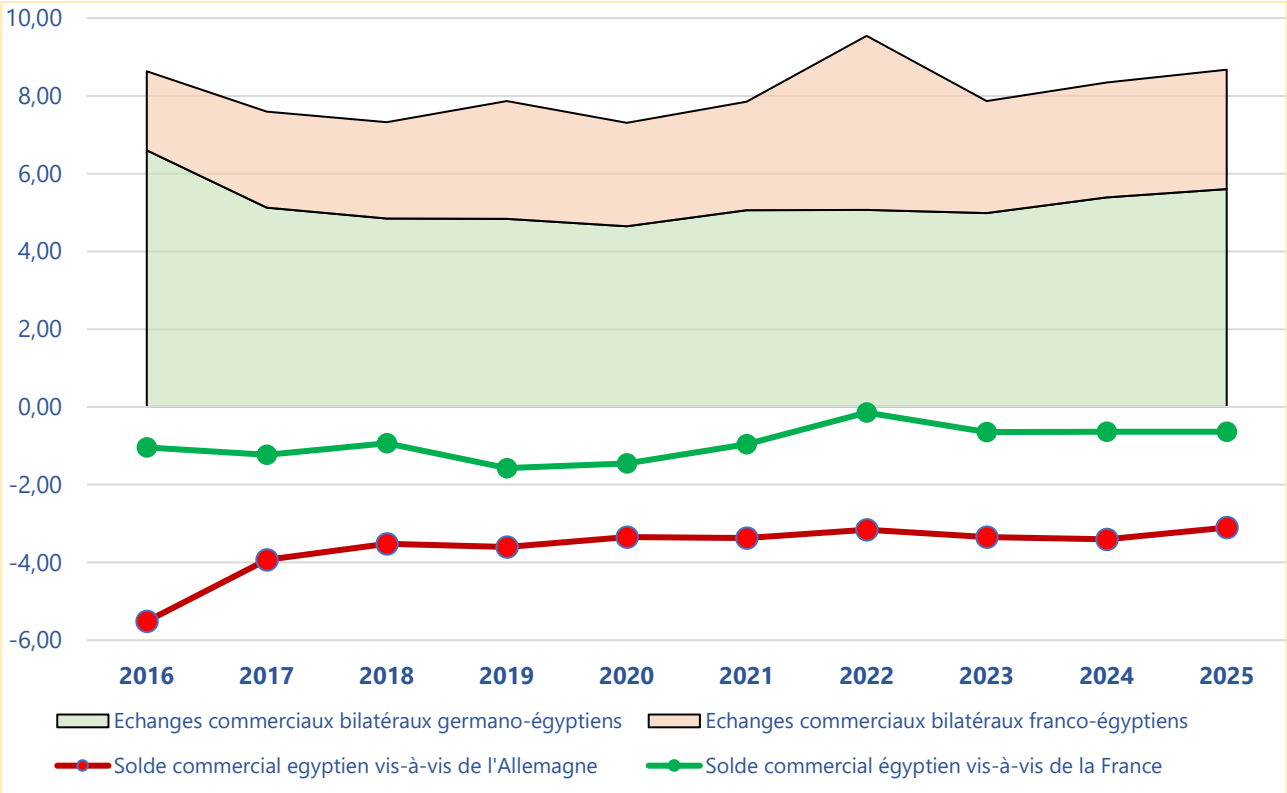
5ème partenaire commercial de l'Égypte, l'Allemagne s'appuie également sur une étroite coopération financière avec l'Égypte, fondée sur le déploiement d'outils de financement et d'assistance technique variés dans des secteurs stratégiques (énergie, transport, hydrogène, etc.) adossés à de solides programmes de formation technique, qui participent au positionnement des entreprises allemandes sur le marché égyptien. L'articulation entre partenariat commercial, financier et industriel, ainsi que la forte présence des entreprises allemandes, contribuent à positionner les acteurs allemands sur des marchés stratégiques.

L'Allemagne s'affirme comme le premier fournisseur européen de l'Égypte et bénéficie d'une asymétrie structurelle de ses échanges bilatéraux

L'Allemagne est un partenaire commercial de premier plan pour l'Égypte. Les échanges bilatéraux, en progression depuis les années 2000, s'élèvent à 5,6 Md USD en 2025, soit le double de la France (2,8 Md USD) et derrière l'Italie (6,9 Md USD), faisant de l'Allemagne le 5ème partenaire commercial de l'Égypte. En 2025, les importations égyptiennes en provenance d'Allemagne s'élevaient à 4,3 Md USD (soit 4,3% des importations égyptiennes totales), plaçant l'Allemagne en tête des fournisseurs européens de l'Égypte (6ème au niveau mondial), tandis que les exportations égyptiennes vers l'Allemagne s'élèvent à 1,2 Md USD (soit 2,4% des exportations totales), faisant de l'Allemagne le 7ème client européen de l'Égypte (14ème au niveau mondial). Ainsi, en 2025, l'Allemagne a généré un excédent commercial structurel de 3,1 Md USD, soit six fois celui de la France en Égypte. Il s'agit du plus important déficit commercial de l'Égypte avec un partenaire commercial européen. Par ailleurs, le commerce bilatéral entre les deux pays, largement porté par les importations égyptiennes, est exposé aux fluctuations de la conjoncture économique égyptienne, à l'image des épisodes de crise économique de 2016 et de 2023 qui ont donné lieu à un recul des échanges bilatéraux.

Les échanges commerciaux égypto-allemands se structurent principalement autour des ventes allemandes de biens d'équipement et de produits industriels à haute valeur ajoutée, à l'image des équipements électromécaniques, des véhicules et des produits pharmaceutiques Les exportations égyptiennes portent quant à elles principalement sur des produits à moindre valeur ajoutée, à l'image des textiles, des fruits et légumes et des engrais.

Comparatif des échanges commerciaux bilatéraux germano-égyptiens en franco-égyptiens entre 2016 et 2025 – en Mds USD



Source : TradeMap 2026.

Avec le renforcement de la coopération financière et un réseau dense d'assistance technique ainsi qu'un investissement dans la formation, l'aide au développement constitue un levier important pour les intérêts commerciaux allemands

L'Allemagne est le deuxième bailleur bilatéral européen de l'Égypte, juste derrière la France. Avec environ 170 M EUR octroyés en 2025 (197 M EUR pour la France), et après deux années de hausses successives des financements octroyés, l'aide publique au développement constitue un pilier de la coopération financière de l'Allemagne avec l'Égypte. Celle-ci est mise en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), chargée de la coopération technique, et la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), la banque publique de développement allemande. La GIZ emploie 428 experts en Égypte, déployés sur 38 programmes techniques dans les secteurs énergétiques, de la formation professionnelle, de la gestion des ressources en eau ainsi que du développement urbain. De son côté, la KfW finance des projets d'infrastructures et de développement (principalement dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures électriques) au moyen de prêts concessionnels et de subventions.

Les accords de conversion de dette constituent une spécificité du partenariat financier bilatéral avec l'Égypte. Dans le cadre de ces programmes, l'Allemagne annule un certain

montant de dette publique en contrepartie d'un engagement du gouvernement égyptien à réinvestir un montant équivalent dans des projets de développement définis localement avec la KfW. Initialement orienté vers des secteurs sociaux tels que l'éducation, la formation, la santé ou la gestion de l'eau, ce mécanisme cible également des infrastructures stratégiques pour favoriser les conditions de l'investissement privé.

Le mécanisme H2Global, initié par l'Allemagne, pourrait contribuer au développement de la filière égyptienne de l'hydrogène vert. Doté de 900 M€, H2Global demeure un instrument exclusivement bilatéral, mis en œuvre par la KfW. Son objectif est de soutenir la production et l'exportation d'hydrogène égyptien renouvelable conforme aux normes européennes, tout en sécurisant les futurs approvisionnements allemands en énergie verte

La formation professionnelle fait l'objet d'un soutien financier croissant de l'Allemagne, articulé aux besoins des secteurs industriels et énergétiques. En 2024, l'Allemagne a ainsi octroyé un don de 48,3 M EUR destiné à accompagner la réforme de l'enseignement technique égyptien et le développement de la formation professionnelle. Cet appui technique est complété par un financement de 51 M EUR dans le cadre d'une initiative nationale cofinancée par l'État égyptien et l'UE (TVET Égypte). Elle donne lieu à une importante implication du secteur privé allemand y compris dans le cadre de centres de compétences déployés dans les pôles industriels et énergétiques des régions de Minya, Assouan et Sharqia. De même, dans le cadre des écoles techniques égypto-allemandes (GETS), la GIZ développe avec Siemens Energy des formations professionnelles au sein des pôles industriels du groupe dans la SCZone. Les filières techniques de l'Université allemande du Caire complètent également ce dispositif.

Les investissements privés allemands se distinguent par leur forte concentration dans des secteurs à forte intensité technologique et capitalistique

L'Allemagne est le 13ème investisseur en Égypte et le 6ème à l'échelle européenne. Entre 2021 et 2025, les flux d'IDE allemands en Égypte s'élèvent en moyenne à 464 M USD par an, soit un niveau inférieur à la France (598 MEUR), mais supérieur à celui de l'Espagne (133 M USD). Ce montant reste très en deçà du Royaume-Uni (2,45 Md USD) et de l'Italie (2,30 Md USD). Quelques centaines d'entreprises allemandes seraient actuellement implantées en Égypte, concentrées dans plusieurs secteurs stratégiques.

La présence allemande repose historiquement sur les infrastructures électriques, notamment à travers l'implication de Siemens dans plusieurs projets de production et de transport d'électricité en Égypte. En 2018, le groupe a fourni les trois centrales à cycle combiné de Beni Suef, Burullus et de la Nouvelle Capitale, représentant ensemble 14,4 GW de capacité installée et comptant parmi les plus importants complexes de production électrique au gaz au monde. L'industriel allemand est également présent dans le secteur éolien, notamment dans le Golfe de Suez.

A l'instar du monorail automatique porté par Alstom, Siemens Mobility s'est hissé au rang d'acteur de référence dans la modernisation du réseau ferroviaire égyptien. En 2022, le groupe un important contrat commercial pour le développement d'un réseau de train à grande vitesse (HSR) d'environ 2 000 km.

L'industrie manufacturière représente également un secteur clef de l'implantation des entreprises automobiles et pharmaceutiques allemandes, à l'image de Mercedes-Benz, BMW et du laboratoire Bayer. Comme la France, les IDE manufacturiers allemands en Égypte se caractérisent ainsi par une logique de localisation productive et de plateforme régionale.

Anna THIERRY, Chargée d'étude Macroéconomie et Finance

Le tourisme en Égypte : une forte croissance à l'épreuve de certains défis

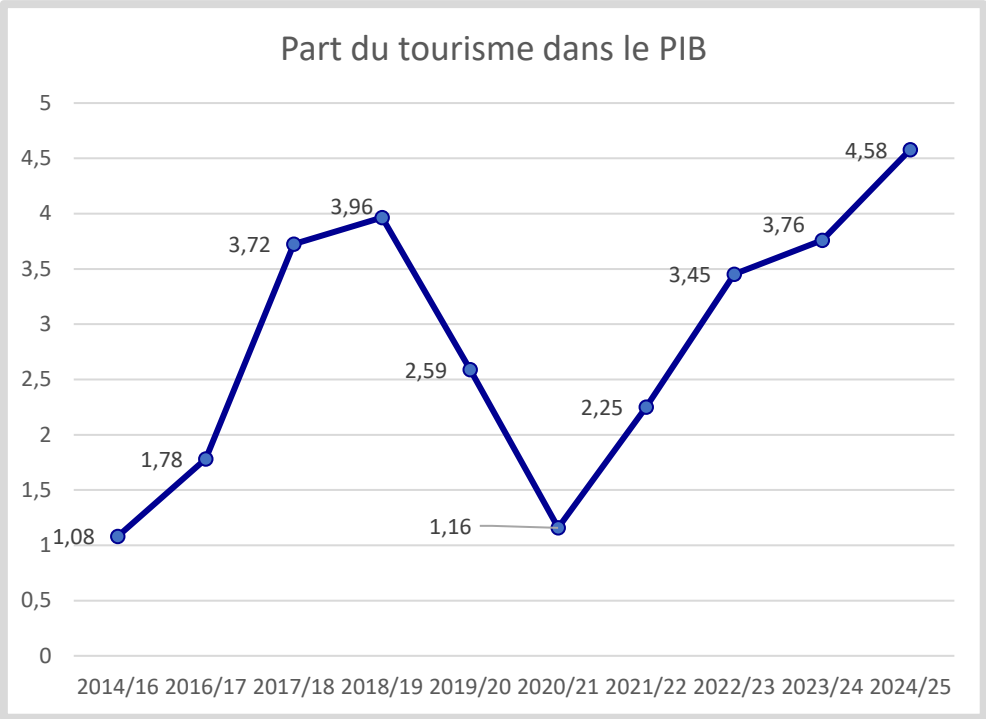
Le tourisme égyptien confirme son dynamisme et son rôle stratégique dans une économie dépendante des entrées de devises. Les autorités ambitionnent de porter la fréquentation à 30 millions de touristes d'ici 2030, tout en diversifiant les clientèles et en accélérant la montée en gamme de l'offre. Si l'évolution de la demande apparaît compatible avec cette trajectoire, sa concrétisation suppose un changement d'échelle des investissements dans les capacités d'accueil, les infrastructures de transport et la formation. Ces besoins ouvrent des perspectives aux opérateurs privés, notamment étrangers.

Le tourisme conforte sa place parmi les principaux pourvoyeurs de devises de l'économie égyptienne

Signe de sa résilience, le secteur touristique enregistre ces dernières années une croissance particulièrement soutenue malgré la succession de chocs régionaux. Bien que leur impact immédiat ait été substantiel, notamment lors du déclenchement de l'offensive américaine en Iran, il est resté limité dans le temps et l'activité a rapidement rebondi, renforçant ainsi la contribution du secteur aux équilibres extérieurs du pays. Avec un record historique de près de 19 millions de visiteurs accueillis en 2025, (+21 % sur un an, contre +5 % à l'échelle mondiale), l'Égypte se classe au troisième rang des économies recensées par l'OCDE ayant enregistré la plus forte progression de leur fréquentation touristique depuis 2019 (+47 %). Cette dynamique se traduit par une hausse des recettes touristiques, passées de 16,7 Md USD sur l'exercice budgétaire 2024/2025 à 18,4 Md USD en 2025/2026 (+10,3 %), soit 4,3 % du PIB. Le secteur, qui représente environ 13 % de l'emploi, a vu son importance s'accroitre dans un contexte de raréfaction de certaines sources traditionnelles de devises étrangères. Le marché est dominé par les visiteurs européens (Allemagne, Russie, Royaume-Uni), qui représentaient 65% des touristes en 2025, principalement concentrés sur les côtes de la mer Rouge. La France constitue un marché en forte progression, avec 500 000 visiteurs en 2025 et une hausse des arrivées de 17% au premier semestre 2026. Le Moyen-Orient représente quant à lui le deuxième marché émetteur, avec 20,5% des visiteurs en 2025.

Cette performance tient à la combinaison de la reprise du tourisme mondial après la pandémie de Covid-19 et d'atouts propres à la destination égyptienne. D'une part, les dépréciations successives de la livre égyptienne ont pu renforcer la compétitivité-prix du pays, notamment face à la Turquie, destination concurrente confrontée à une inflation plus forte et à un renchérissement de son offre touristique. D'autre part, l'amélioration de la connectivité aérienne a également soutenu cette dynamique, avec une progression de 32 % du trafic des vols affrétés vers les destinations touristiques égyptiennes en 2025. Les autorités ont par ailleurs réussi à valoriser une stabilité relative à travers une communication présentant le pays comme un pôle de stabilité dans une région en crise, captant ainsi les flux des pays voisins et renforçant son attractivité. Enfin, le pays dispose d'un avantage comparatif net grâce à la richesse de son patrimoine historique et culturel, et de ses façades

maritimes. Malgré cette dynamique le secteur demeure toutefois nettement en deçà de son plein potentiel au regard des autres destinations de la région.



Source : Banque centrale d'Égypte

La stratégie des autorités se concentre sur la diversification et la montée en gamme de l'offre

Les autorités entendent inscrire cette dynamique dans une stratégie de développement à plus forte valeur ajoutée. Le Plan stratégique national du tourisme 2025-2031, mis en œuvre par le ministère du Tourisme et des Antiquités et plusieurs entités affiliées, poursuit un double objectif : porter la fréquentation à 30 millions de visiteurs annuels d'ici 2030 et accroître les recettes par visiteur, qui s'élèvent à 947 USD par personne, un niveau qui reste inférieur à la Turquie et aux pays du Golfe. Cette orientation repose sur la diversification des produits touristiques, la valorisation du patrimoine culturel et le développement de nouvelles destinations. Elle se traduit notamment par d'importants investissements sur le plateau de Gizeh, autour du Grand Musée égyptien dont l'inauguration fortement médiatisée en novembre 2025 a marqué un tournant. En parallèle, la côte méditerranéenne fait l'objet d'un développement touristique important, à l'image du projet de Ras El Hekma, « Dubaï de la Méditerranée », porté par le fonds souverain émirati ADQ dans le cadre d'un accord de 35 Md USD. Il participe à une différenciation croissante de l'offre balnéaire entre la mer Rouge, où prédomine le tourisme de masse reposant sur les séjours tout compris, et la côte Nord, davantage orientée vers une offre haut de gamme attirant principalement une clientèle égyptienne fortunée et golfique. Les autorités cherchent également à développer des circuits combinant tourisme balnéaire et visites culturelles afin d'orienter une partie des flux de la mer Rouge vers les sites patrimoniaux. Parallèlement, elles encouragent la diversification de l'offre touristique, notamment vers l'écotourisme, le tourisme religieux et médical, afin d'élargir les clientèles et de réduire la dépendance au tourisme balnéaire

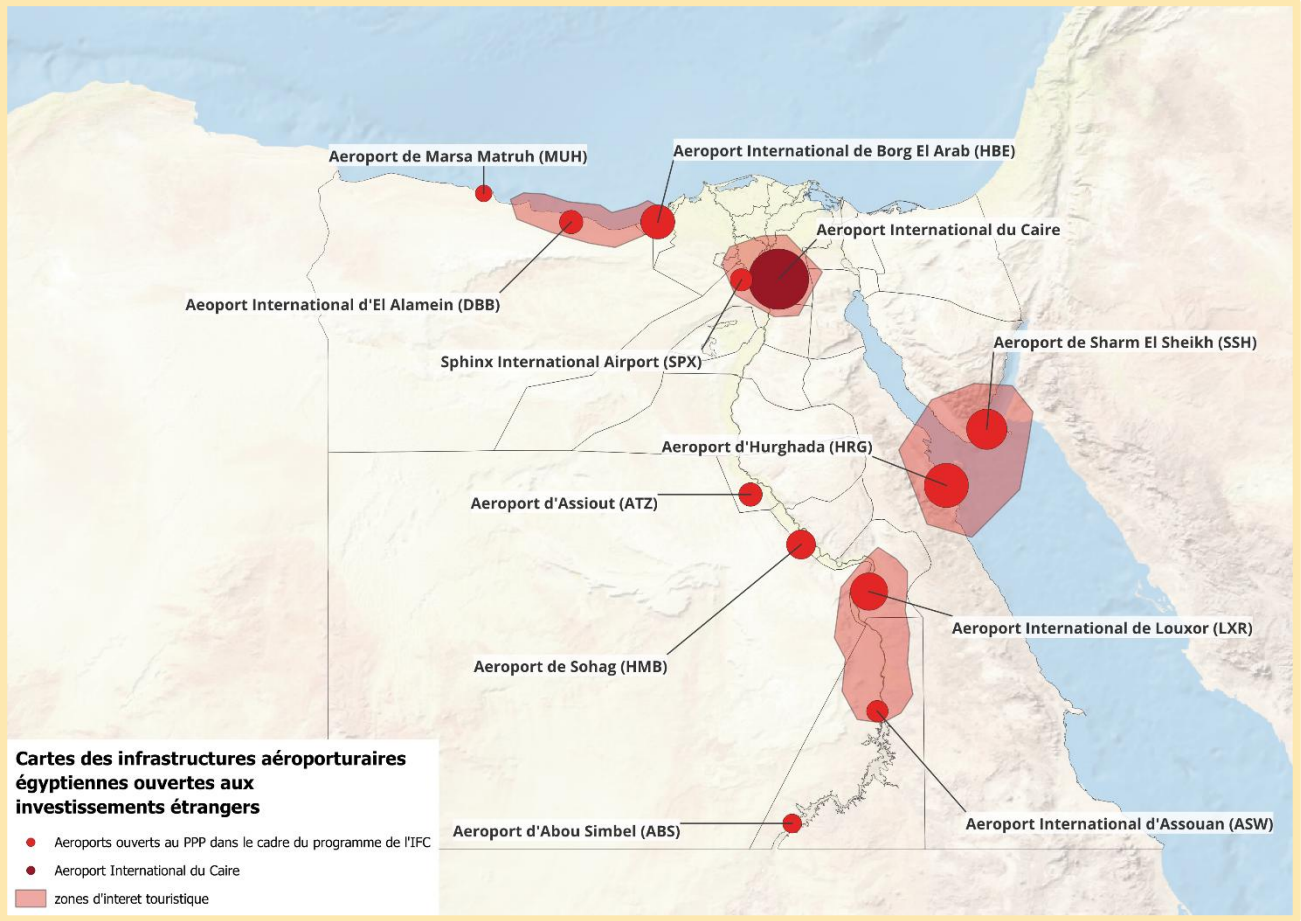
La réalisation de ces ambitions se heurte toutefois à des capacités d'accueil insuffisantes au regard de la croissance attendue de la fréquentation. Les tensions sont déjà perceptibles dans les principales destinations touristiques, où les taux d'occupation hôtelière ont dépassé 90 % fin 2025. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, les autorités prévoient la création de 256 000 chambres supplémentaires d'ici 2030. Or, seules 40 000 à 50 000 chambres étaient en construction en mars 2026, illustrant l'ampleur des investissements restant à mobiliser. Au-delà des capacités hôtelières, le développement de la connectivité aérienne et des infrastructures de transport intérieur constitue un enjeu majeur pour accompagner la hausse de la fréquentation et améliorer l'accessibilité des principaux sites touristiques. Afin de multiplier les liaisons directes vers les grands pôles balnéaires, les autorités ont levé un certain nombre de restrictions pour les compagnies étrangères dans les aéroports régionaux. L'ampleur des besoins interroge néanmoins la faisabilité de la trajectoire gouvernementale.

La montée en gamme de l'offre demeure également tributaire du renforcement des compétences et de l'attractivité des métiers du tourisme. Face à ces enjeux, les autorités ont engagé plusieurs initiatives de formation, notamment avec l'appui de la BERD. Les partenariats universitaires internationaux participent également de cette démarche, à l'image du développement de cursus en gestion hôtelière avec l'école française Vatel. Toutefois, ces initiatives, centrées sur l'amélioration de l'offre de compétences, ne permettront pas à elles seules de répondre aux besoins du secteur.

L'ampleur des besoins favorise une ouverture progressive au secteur privé

Les investissements nécessaires au développement touristique conduisent les autorités à renforcer le recours aux capitaux et à l'expertise du secteur privé. L'hôtellerie constitue un premier débouché pour les opérateurs internationaux, dont les capacités de financement et les standards de gestion peuvent accompagner la montée en gamme de l'offre. Présent en Égypte depuis plus de trois décennies, le groupe français Accor poursuit ainsi son développement. Les besoins de modernisation des infrastructures, de valorisation du patrimoine et de formation offrent également des perspectives importantes.

Carte des aéroports ouverts aux investissements internationaux



Source : Service Economique du Caire

Cette ouverture se traduit par le développement de partenariats public-privé dans la gestion des actifs touristiques et des infrastructures de transport, sans remettre en cause leur propriété publique. Sur le plateau de Gizeh, l'exploitation de services aux visiteurs a été confiée à Orascom, tandis que le groupe Hassan Allam bénéficie d'une concession pour l'exploitation de services et d'équipements du Grand Musée égyptien. Une évolution comparable est engagée dans le secteur aéroportuaire.

Inès SALLAMI, Chargée d'études Infrastructures, Environnement et Santé

INDICATEURS

Macroéconomie	2022/23	2023/24	2024/25	2025/26	2026/27 (p)
PIB nominal (en Md USD), dont en % :	394	383	365	443	486
Agriculture	11,2	14,4	17,3	17,1	-
Industrie	26,2	24,2	23,2	23,2	-
Services	46,1	44,3	43,4	45,8	-
Autres	16,5	17,1	16,1	13,9	-
PIB par habitant (en USD)	3 744	3 570	3 191	4 024	4 331
Croissance du PIB réel (%)	3,8	2,4	4,4	5,1	4,7
Taux d'inflation, IPC moyen (% annuel)	24,4	33,3	20,4	13,3	14,8

Finances publiques (en % du PIB)	2022/23	2023/24	2024/25	2025/26	2026/27 (p)
Déficit budgétaire	-6	-3,6	-6,8	-5,8	-4,9
Excédent primaire	1,6	6,2	3,8	4,9	5
Compte courant	-1,2	-5,4	-4,2	-5,3	-4,9
Dette publique	95,9	90,9	86,8	85,6	82,8
Dette externe	41,8	39,9	44,2	37,2	-

Balance des paiements (Md USD)	2024/25	2025/26			
	T4 (avr-juin)	T1 (juil-sept)	T2 (oct-dec)	T3 (janv-mars)	T4 (avr-juin)
Balance commerciale	-12,7	-14,6	-17,1	-16	-17
Exportations totales	10,5	11,1	9,8	10,6	12,4
Importations totales	-23,1	-25,7	-26,9	-26,6	-29,5
Balance des services	4,3	5	3,9	4	3,8
Revenus du tourisme	4,2	5,5	4,8	4,2	4
Revenus du canal de Suez	1	1,05	1,1	1,1	1,2
Transferts de la diaspora (nets)	10	10,8	11,3	12,8	12,4
Balance courante	-2,2	-3,2	-6,2	-5,1	-7,9
Solde compte de capital et financier	2,5	-0,4	6,8	3,4	13,4
Flux nets d'IDE	2,4	2,4	6,8	3,8	4,9
Flux nets d'inv. de portefeuille	-0,5	1,8	3,2	-9,5	8,6
Solde global	-0,2	-1,6	-0,5	0,3	4,6

Secteur bancaire [1]	juin-25	sept-25	déc-25	mars-26	juin-26
Taux crédits-dépôts	63,3	64,3	66,4	68,4	68,9
Taux de levier	7,6	7,7	7,6	7,6	7,8
Taux de créance douteuses	2,1	2	1,9	1,9	1,8

Notation dette souveraine	Note	Perspective	Date
Moody's	B3	Positive	16-oct-26
Standard & Poor's	B/B	Stable	09-oct-26
Fitch	B	Stable	08-oct-26

Source : Ministère des finances, Banque centrale, FMI.
[1] Banques opérant en Égypte, à l'exclusion de la Banque centrale d'Égypte.

Conjoncture monétaire	2025/26				
	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre
Inflation urbaine (%)	14,6	14,3	14,9	14,5	14,0
Inflation sous-jacente (%)	13,8%	14,3%	14,7%	14,9%	14,1
Taux de rémunération des dépôts (%)	19	19	19	19	19
Taux de refinancement (%)	20	20	20	20	20
Taux de change EGP/USD	52,2	49,2	51,1	50,9	51,9
Taux de change EGP/EUR	61,0	56,0	58,6	59,0	59,0
Réserves de change (Md USD, fin du mois)	53,1	55,1	56,3	57,2	57,3

	Égypte	Afrique du Nord, Moyen-Orient, Afghanistan et Pakistan	Monde
Démographie		**2025**	
Population	118,4 M	828,0 M	8,22 Md
Densité (hab/km^2)	119	63 (2023)	62 (2023)
Croissance démographique (%)	1,6	1,8	0,9
Pauvreté, seuil national 2021 (% pop.)	33,5	14,4	10,4
Espérance de vie à la naissance (années) (2024)	72	72	73
Marché du travail		**2025**	
Population active (% âgée de 15 à 64 ans)	47,4	50,2	67,4
dont femmes	19,9	21,2	55,1
Chômage (% de la population active)	6,8	7,8	4,8
dont femmes	15,3	12,1	4,9
Emploi informel (% de la population active)	71,3 (2023)	-	57,8
Environnement		**2025**	
Émissions de CO_2 (tonnes métriques/hab)	2,4	4,1	4,7
Mortalité due à la pollution atmosphérique (pour 100 000 hab) (2021)	104	-	-

Source : Banque mondiale, Nations Unies, OIT.

Pour vous abonner, merci de remplir le formulaire suivant : formulaire d'inscription en ligne.

Si vous souhaitez vous désinscrire, vous pouvez le faire via ce lien. Si vous rencontrez des difficultés avec les formulaires, merci de contacter : emma.ciarlet-lamour@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique du Caire.

Rédaction : Pascal Furth, Nicolas Bic, Antoine Willenbucher, Zénaïde Hubert-Khan, Emma Ciarlet-Lamour, Malek Hafsi, Anna Thierry et Inès Sallami.